

La montée de l'intolérance

Posté le : 20 août 2021 08:52 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Analyse sectorielle, Réforme, Economie et politique

Alors que le cycle des conférences autour de mon livre **Sortir du Désastre** est enclenché, avec la volonté d'insister d'abord sur la nécessité de sortir des débats de personnes pour entrer dans le dur d'un programme de gouvernement puissant et de nature à changer les choses, plusieurs réactions qu'il faut bien qualifier de sectaires se font jour chez des personnes dont on n'attend pas vraiment cette attitude. Sur certains sujets, une partie de l'auditoire ne veut rien entendre et s'énerve vite lorsqu'elle considère que l'orateur fait une incursion incorrecte dans ce qu'il faut bien appeler « une exigence de foi ». Jusqu'à encore très récemment les génocides socialistes étaient l'exemple type des sujets impossibles à traiter objectivement sans conflit aigu avec un auditoire de gauche qui ne pouvait admettre que son idéologie soit frappée d'infâmie. C'était très cadré presque automatique et ne portait pas sur des aspects de la vie quotidienne et aujourd'hui tout le monde admet ou presque qu'au nom de cette doctrine cent à cent cinquante millions de personnes ont perdu la vie. La question est presque réglée. La nouvelle intolérance porte essentiellement sur deux sujets : le féminisme façon WOKE et l'écologie politique et touche beaucoup de personnes qui ne sont ni marquées a priori par une idéologie ni par une sociologie particulière. Cela traverse toutes les classes sociales, surtout sur des critères d'âge ou de genre.

Beaucoup de femmes, jeunes et moins jeunes, ne tolèrent plus aucune discussion sur les sujets féministes, par réaction à ce qu'elles jugent avoir été une maltraitance durable et structurelle des hommes qui doit disparaître. Il n'y a plus ni débat ni limite. Toute réserve est vue comme une infamie méritant exclusion.

Un exemple : Impossible de dire que la parité, dans un monde politique français dominé par l'Enarchie, a provoqué une poussée de nominations féminines dans des proximités problématiques, confinant au népotisme caractérisé, avec des carrières en couple particulièrement bien rémunérées, le poste de l'un servant à assurer le poste de l'autre. Il suffit de voir le nombre de « filles de » ou d'ex-maîtresses dans les instances politiques et administratives actuelles pour relever que la question est très actuelle. Alerter sur les risques d'une situation nouvelle, et l'obligation de prévoir des garde-fous contre les conflits d'intérêts, n'est pas remettre en cause les carrières féminines. Les règles de conflits d'intérêts valent pour les deux sexes. Mais rien à faire : il ne faut pas en parler ! L'obligation féministe ne souffre pas de commentaire et l'emporte sur la nécessité démocratique. On a vu que Mme Hidalgo flattait cette attitude en se félicitant d'avoir violé la loi sur la parité de genre dans les postes de chef de service de la ville de Paris, sans pratiquement de réaction.

L'écologie est une autre terre de désespoir démocratique. Ne pas hurler avec les loups sur l'urgence de la transition vers une économie sans CO2 vous fait traiter de menteur, d'inconscient, de « connard » et autres gracieusetés. Aucun chiffre, même le plus facile à vérifier, ne sera accepté comme élément de discussion. Même si, dans vos analyses, vous ne relativisez jamais la réalité des difficultés liées au réchauffement que l'actualité rappelle inlassablement, et cherchez simplement à bien cadrer la politique écologique à mener, en équilibrant coût et effet sur la température, vous passez rapidement pour un malhonnête homme en plein révisionnisme voire pire. Ne s'agit-il pas de sauver la terre ? Vous êtes donc dans l'écocide ! Salaud, va !

L'industrie automobile annonce qu'il faudra 14.000 milliards d'euros pour convertir les usines

européennes à la fabrication de voitures électriques, avec près de 3.500 milliards d'euros environ pour la seule industrie française. Personne ne réalise ce que veulent dire ces chiffres démesurés. Vous prenez le parc de voitures françaises, 55 millions d'automobiles, et vous calculez le coût du remplacement sachant qu'une voiture électrique coûte environ 30.000 euros en moyenne. Certains disent 20.000 d'autre 40.000. Là n'est pas l'important. Le budget à prévoir est colossal : entre 1.500 et 2.000 milliards d'euros. Nous en sommes alors à 5.000 milliards d'euros minimum. Mais maintenant voilà qu'il faut fournir avec des éoliennes l'énergie obtenue jusqu'ici par 50 milliards de litres d'essence consommés chaque année. Sachant qu'un litre d'essence fournit l'équivalent de 10 kw/h et que l'éolien perd la moitié de l'électricité produite entre l'éolienne et le moteur, il faut libérer l'équivalent de 50 x 2 x 10 milliards de kw/h éolien par an, soit 1000 milliards de KW/h. Sachant qu'une éolienne de 1 KW fournit en moyenne chaque année 2000 Kw/h, on obtient facilement la puissance en KW d'éoliennes à installer : $1\ 000\ 000\ 000 / 2000 = 500.000\ KW$. Sachant que la majorité des éoliennes installées proposent entre 1 et 3 KW, disons en moyenne 2 KW, il faudrait 250.000 éoliennes en France (contre 9 000 actuellement). Rappelons que le coût d'une éolienne est entre 1,4 et 1,6 million d'euros le MW. Il faut ajouter le coût du raccordement au réseau, les moyens de stockage de l'électricité produite, son transport sur le lieu de consommation et les points de rechargement. Un poste de recharge rapide coûte actuellement près de 40.000 euros. Il en faudrait des millions pour que les 55 millions de véhicules puissent avoir toujours l'énergie nécessaire partout où nécessaire.

Vous voyez se dessiner des budgets colossaux, de l'ordre de cinq à six mille milliards d'euros pour la France, **soit cinq ans de valeur ajoutée des entreprises françaises**, à dépenser en 13 ans (d'ici à 2035 !).

Si vous généralisez à l'Europe, vous aboutissez à des chiffres supérieurs à 24 000 milliards d'euros, en plus de la conversion du parc industriel, et 2.500.000 éoliennes ! En imposant des limitations drastiques de circulation et en espérant des gains de productivité important, on aboutit à un minimum de 12.000 milliards d'euros, en plus des 14 milliards de la conversion des usines automobiles !

Ces chiffres marquent une impossibilité. Si quelqu'un croit que les Français vont sacrifier la moitié de leur consommation ou de leur revenu pour convertir l'automobile à l'énergie éolienne, il va vers quelques déboires.

Comme les transports représentent 6% de la pollution du CO2, espérons que le coût de la disparition totale de l'énergie thermique d'ici à 2050, soit trente ans, ne soit pas l'équivalent de 16 fois celui des voitures thermiques ! Car sinon bonjour le délire.

Bien sûr ces estimations faites sur un coin de table peuvent être contestées. Ce que les citoyens doivent exiger de leur gouvernement, et de la Commission européenne, c'est le budget correspondant à l'objectif annoncé d'abord de la suppression des véhicules thermiques d'ici à 2035 et ensuite de la décarbonation totale de l'économie en 2050. Jusqu'ici aucun chiffre sérieux n'a été produit. **Annouer des politiques sans les chiffrer est une imposture.** Si les ordres de grandeurs que nous citons venaient à être confirmés, soyons clairs, cette politique est une folie et elle ne sera jamais menée à bout. Une seconde exigence est d'annoncer les résultats de cette politique en terme réduction de l'élévation de la température globale de la planète. Christian Gerondeau l'a fait dans son livre *La religion écologiste*, p 128. La décarbonation totale de l'économie française d'ici 2050 permettrait une réduction de température moyenne de 0.0014° et celle de toute l'Europe un gain de 0.004°. Les chiffres d'ici à 2100 seront sans doute meilleurs mais tout aussi dérisoires.

Pour un observateur dépassionné, les coûts extravagants et les résultats dérisoires de la politique de zéro CO2 d'ici 2050 condamne cette politique. Que ceux qui la proposent fournissent leurs propres estimations et la méthode choisie pour y aboutir ! C'est le minimum.

On le voit bien avec le COVID. Quand la politique suivie est abracadabrantique, cela finit par des dettes pharamineuses, des dépenses ahurissantes et des atteintes continues aux libertés, pour des résultats contraires aux annonces. A quand un « passeCO2 » et une application « stopCO2 » pour portable qui consignera toutes vos dépenses en CO2 ?

Liberté et prospérité sont en danger. Les religions surtout si elles sont politiciennes, mettent toujours la prospérité et les libertés en danger.

En attendant, les dévots de la religion écolo ne sont pas prêts à entendre. La réponse, murmurée, est toujours : les chiffres sont faux ; ce n'est pas vrai ; quel inconscient ; un « salaud au sens sartrien du terme » ; il n'a pas vu les feux ? Révisionniste et négationniste mais surtout aveugle !

Alors que l'élection présidentielle se rapproche la tentation de capitaliser sur le féminisme et l'écologie s'amplifie. Mélenchon, Hidalgo et les Verts ont démarré l'exercice. Mme Péresse met en avant sa « sensibilité » féminine et écolo.

Pour Krugman, l'éditorialiste du New York Times, il n'y a pas à sortir de là : la droite est pour le CO2 et que la terre soit cuite, tout en cultivant un machisme débilisant et antiféministe. Tous Trumpiste à droite !

Pour la droite de redressement national, c'est un défi. Un programme de sortie de désastre ne peut ignorer les grands thèmes de la démocratie et de la prospérité et doit donc être très précis en matière de culture WOKE et d'écologie utile. Tout en sachant qu'il existe un noyau fanatique à peu près totalement inconscient des vrais enjeux et qui ne compte pas aller au-delà des approximations vaseuses et des images pieuses. E. Macron s'est déjà calé dans la démagogie pour séduire cette tranche de l'électorat en jouant à la fois sur le féminisme en mettant constamment en exergue les féminicides et en manipulant les exaltées du gouvernement comme Mmes Schiappa et Moreno, tout en prétendant « à la fois » à une écologie « gouvernementale » calée sur l'Europe et avoir cédé à beaucoup de réclamations écologistes (Fessenheim, ND des landes, Convention citoyenne, ...). L'extrême droite a, elle, choisi la lutte contre les éoliennes. C'est simple et cela évite de proposer une autre politique.

Les Républicains n'ont rien à gagner à faire du macronisme et du gauchisme au petit pied ni dans le féminisme ni dans l'écologie. Leur seul espoir est de se mettre au-dessus de cette mêlée de nains en refusant les politiques antidémocratiques basées sur les exaltations de genre, de race et de religion et en forçant le pouvoir qui a défini des échéances à sortir de l'ambiguïté en précisant les coûts et les résultats attendus de la politique écolo suivie.

Un candidat solitaire, parti pour un concours de beauté, n'y arrivera pas. La parole doit être élaborée par un collègue important de personnalités fortes et portée collectivement, donc par plusieurs porte-parole.

Bien sûr, il faut tenir compte des sensibilités et des mentalités mais ce que les Français veulent, c'est comprendre quel sera l'effort à faire pour sortir du trou où la France s'est fourrée. Pour cela il faut travailler, travailler, travailler. Et venir avec une stratégie forte et incontestable. Il faut lutter contre l'intolérance et regarder la réalité à la lumière de la raison, assumer la pratique du pragmatisme, défendre la réflexion commune, stimuler le débat intelligent et informé.

Devoir l'affirmer aurait paru étrange il y a encore peu de temps. Il y a bien un affaïssement démocratique et intellectuel regrettable en cours.

Devoir le faire en est doublement indispensable.

Didier Dufau

